

Les permis de port d'armes délivrés ou modifiés avec perception de droits et redevances en vertu de la loi visée à l'article 47, plus de trois ans avant l'entrée en vigueur de l'article 14, sont caducs s'ils ne font pas l'objet d'une demande de renouvellement auprès de l'autorité compétente dans les douze mois de cette entrée en vigueur.

L'article 31 ne s'applique pas aux renouvellements visés au présent article. »

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le 9 juin 2006.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Chambre :

Documents parlementaires. — Proposition de loi de M. Giet, Mme Taelman et MM. Monfils et Muls, n° 51-2793/1. — Amendements, n° 51-2793/2 et 3. — Rapport, n° 51-2793/4.

Compte rendu intégral : 20 décembre 2006.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 3-2004/1. Rapport, n° 3-2004/2. — Décision de ne pas amender, n° 3-2004/3.

De wapendrachtvergunningen afgegeven of gewijzigd met de inning van rechten en retributies krachtens de wet bedoeld in artikel 47, sedert meer dan drie jaar voor de inwerkingtreding van artikel 14, zijn vervallen indien de hernieuwing ervan niet is aangevraagd bij de bevoegde overheid binnen twaalf maanden na deze inwerkingtreding.

Artikel 31 is niet van toepassing op de hernieuwingen bedoeld in dit artikel. »

Art. 6. Deze wet treedt in werking op 9 juni 2006.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Kamer :

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel van de heer Giet, Mevr. Taelman en de heren Monfils en Muls, nr. 51-2793/1. — Amendementen, nr. 51-2793/2 en 3. — Verslag, nr. 51-2793/4.

Integraal verslag : 20 december 2006.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 3-2004/1. — Verslag, nr. 3-2004/2. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 3-2004/3.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 529

[C — 2007/09104]

29 JANVIER 2007. — Arrêté royal portant exécution de l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature a pour objet l'exécution de l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine.

L'article 2 de cette loi définit la notion de 'victime' en fonction de l'application de la loi du 17 mai 2006 et de ses arrêtés d'exécution. Cet article prévoit également que les modalités selon lesquelles la victime peut demander à être informée et/ou entendue dans le cadre de cette loi, seront déterminées par arrêté royal.

Le présent arrêté royal élabore dès lors les modalités pratiques selon lesquelles la victime, telle que définie à l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006, peut faire part de son souhait d'être informée et/ou entendue à propos de l'exécution de la peine.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 529

[C — 2007/09104]

29 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, 6°, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik U ter ondertekening voorleg, beoogt uitvoering te geven aan artikel 2, 6°, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten.

Het artikel 2 van deze wet definieert de notie 'slachtoffer' in functie van de toepassing van de wet van 17 mei 2006 en haar uitvoeringsbesluiten. Dit artikel bepaalt tevens dat de wijze waarop het slachtoffer kan vragen om te worden geïnformeerd en/of gehoord in het kader van deze wet, zal worden bepaald bij koninklijk besluit.

Voorliggend koninklijk besluit omvat dan ook de praktische uitvoering van de manier waarop het slachtoffer, zoals gedefinieerd door artikel 2, 6°, van de wet van 17 mei 2006, kenbaar kan maken dat hij over de strafuitvoering wenst te worden geïnformeerd en/of gehoord.

Conformément à l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, le texte en projet a été soumis à l'avis de l'Inspection des Finances et à l'accord du Ministre du Budget.

Le projet a également été soumis au Conseil d'Etat afin qu'il rende un avis dans un délai de cinq jours. A la suite de l'avis du Conseil d'Etat, les termes littéraux concernant l'urgence formulés dans la lettre au Conseil d'Etat sont repris dans le Préambule.

Commentaire des articles

L'article 1^{er} définit les termes utilisés à maintes reprises dans l'arrêté royal.

Pour le reste, il est renvoyé aux définitions de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, qui sont également applicables aux arrêtés d'exécution conformément à l'article 2.

Le texte a été adapté aux remarques techniques du Conseil d'Etat. La remarque du Conseil d'Etat relative au fait que la déclaration de la victime n'aurait pas d'utilité pour les victimes visées par l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 17 mai 2006, n'est pas été suivie. Il est en effet indispensable de recueillir et de centraliser toutes les données pertinentes concernant la victime pour que celles-ci puissent être consultés en temps opportun par tous les acteurs concernés. Afin de permettre la circulation appropriée de l'information aux victimes, certaines données fixes concernant la victime sont indispensables. Dans le cadre de la procédure de l'article 3 de la présente loi, ces données ne seront pas nécessairement toujours présentes.

Le deuxième chapitre, qui comprend les articles 2 à 4, concerne un certain nombre de dispositions et de principes d'ordre général.

L'alinéa 1^{er} de l'article 2 précise où la victime peut obtenir des informations tant générales que spécifiques concernant l'exécution de la peine.

Pour obtenir des informations générales concernant la loi et son exécution, la victime peut s'adresser au service de première ligne de la maison de justice, notamment à l'assistant de justice de première ligne. Etant donné la dispersion territoriale des maisons de justice et leur accessibilité à tous, elles semblent très bien placées pour fournir au justiciable des informations générales concernant cette loi. Cette proximité et cette accessibilité les rendent également aptes à aider les victimes qui le souhaitent à remplir la déclaration de la victime.

L'alinéa 2 de l'article 2 porte sur les informations spécifiques qu'une victime souhaite obtenir dans l'affaire qui la concerne concrètement. Cette mission est confiée à l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes.

L'article 3 porte sur l'élément important que ni la déclaration de la victime, ni la fiche de la victime ne constituent des données statiques.

L'exécution de la peine peut en effet s'étendre sur une longue période et il va de soi que toutes sortes de changements peuvent intervenir entre-temps dans la situation personnelle de la victime - un déménagement par exemple - mais également dans l'attitude de la victime à l'égard des faits commis et au niveau des préoccupations de la victime en ce qui concerne l'exécution de la peine.

Il est donc très important d'offrir à la victime la possibilité d'adapter, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, les données de la déclaration de la victime ou de la fiche de la victime aux changements de circonstances.

Comme indiqué, cela ne concerne pas seulement des modifications pratiques comme un changement d'adresse, mais également des modifications plus fondamentales, comme une adaptation des conditions susceptibles d'être imposées dans son intérêt ou une modulation des modalités d'exécution de la peine pour lesquelles la victime souhaite être informée et/ou entendue.

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, is de ontworpen tekst voor advies voorgelegd aan de Inspectie van Financiën en voor akkoord aan de Minister van Begroting.

Tevens is het ontwerp aan de Raad van State voorgelegd voor advies binnen de vijf dagen. Gevolggevend aan het advies van de Raad van State worden de letterlijke bewoordingen uit de brief aan de Raad van State met betrekking tot de dringende noodzakelijkheid overgenomen in de aanhef.

Toelichting bij de artikelen

Het eerste artikel omvat een definitie van bewoordingen die veelvuldig in het koninklijk besluit voorkomen.

Voor het overige wordt verwezen naar de definities van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten die overeenkomstig het artikel 2 ook van toepassing zijn op de uitvoeringsbesluiten.

De tekst is aangepast aan de technische opmerkingen van de Raad van State. Er is geen gevolg gegeven aan de opmerking van de Raad van State dat de slachtofferverklaring geen nut zou hebben voor de in artikel 3, § 1, van de wet van 17 mei 2006 bedoelde slachtoffers. Het is immers noodzakelijk de relevante gegevens betreffende het slachtoffer te verzamelen en te centraliseren opdat ten gepaste tijde door alle betrokken actoren hierop een beroep kan worden gedaan. Voor een adequate informatiedoorstroming naar de slachtoffers is een aantal vaste gegevens betreffende het slachtoffer vereist. In het kader van de procedure van artikel 3 van deze wet zullen deze gegevens niet steeds beschikbaar zijn.

Het tweede hoofdstuk, dat de artikelen 2 tot en met 4 omvat, betreft een aantal algemene bepalingen en principes.

In het artikel 2 wordt in het eerste lid omschreven waar het slachtoffer zowel algemene informatie als specifieke informatie inzake de strafuitvoering kan bekomen.

Voor wat betreft het verkrijgen van algemene informatie inzake de wet en de uitvoering ervan kan het slachtoffer zich wenden tot de eerstelijnsverwerking van het justitiehuis, met name de justitieassistent eerstelijns. Gezien de territoriale spreiding van de justitiehuisen en gezien de laagdrempeligheid lijken zij zeer goed geplaatst om de rechtsonderhorige algemene informatie te verstrekken over deze wet. Deze nabijheid en toegankelijkheid maken hen tevens geschikt om de slachtoffers die dit wensen te helpen bij het invullen van de slachtofferverklaring.

Het tweede lid van artikel 2 betreft de specifieke informatie die een slachtoffer wenst in zijn concrete zaak. Deze opdracht wordt toevertrouwd aan de justitieassistent belast met het slachtofferonthaal.

Het artikel 3 betreft het belangrijk gegeven dat noch een slachtofferverklaring, noch een slachtofferfiche statische gegevens zijn.

De strafuitvoering kan zich immers uitstrekken over een lange periode en het spreekt voor zich dat er zich in tussentijd allerlei wijzigingen kunnen voordoen in de persoonlijke toestand van het slachtoffer - bijvoorbeeld verhuizing - maar ook wijzigingen in de houding van het slachtoffer ten aanzien van de gepleegde feiten en wijzigingen in de bekommernissen van het slachtoffer omtrent de strafuitvoering.

Het is dus zeer belangrijk dat het slachtoffer de mogelijkheid wordt geboden om, telkens het dit nodig acht, de gegevens van de slachtofferverklaring of de slachtofferfiche te kunnen aanpassen aan gewijzigde omstandigheden.

Zoals gesteld betreft het niet alleen praktische wijzigingen zoals een adreswijziging, maar ook fundamentele wijzigingen, zoals een aanpassing van de voorwaarden die eventueel in zijn belang zouden kunnen worden opgelegd of een modulering van de strafuitvoeringsmodaliteiten van dewelke het slachtoffer wenst te worden geïnformeerd en/of gehoord.

Il convient également de souligner que cela comprend aussi la possibilité pour la victime de toujours pouvoir décider qu'elle ne souhaite plus être informée ou entendue. Il doit être clair que la victime doit pouvoir, à tout moment, renoncer aux droits qui lui sont conférés dans le cadre de la loi.

L'article 4 porte sur l'agrément des associations habilitées à venir en aide aux victimes dans le cadre de la loi. Dans le cadre du système actuel de la libération conditionnelle, les victimes peuvent déjà être assistées par ces associations. Le même système sera maintenu à l'avenir. En ce qui concerne les associations qui avaient déjà été agréées en vertu des dispositions de la loi du 5 mars 1998, l'agrément demeure valable pour l'application de cette loi. Le rôle qui leur est conféré dans le cadre de cette loi est en effet tout à fait comparable au rôle qu'elles remplissent aujourd'hui dans le cadre de la libération conditionnelle.

La remarque du Conseil d'Etat visant à faire du paragraphe 2 de cet article une disposition transitoire distincte n'a pas été suivie. Etant donné que ce paragraphe concerne uniquement cet article, il est préférable pour des raisons de cohérence de le maintenir dans cet article.

Le chapitre 3 définit les modalités selon lesquelles les victimes peuvent demander à être informées et/ou entendues.

La première section, qui comprend l'article 5, concerne les victimes visées à l'article 2, 6°, a), de la loi, à savoir les victimes qui ont intenté une action civile. Le greffe de la juridiction de jugement, qui a rendu une décision passée en force de chose jugée et aux termes de laquelle une action civile est déclarée recevable, adressera un courrier à cette partie civile. Le but de ce courrier est d'informer la victime sur ses droits ultérieurs dans le cadre de l'exécution de la peine et sur les démarches qu'elle doit entreprendre pour faire valoir ces droits. Le modèle de la déclaration de la victime est également joint à ce courrier de manière à ce que la victime puisse immédiatement entreprendre les démarches comme décrit à la section 3 de ce chapitre.

Il est souligné au passage que cette disposition pourrait également être considérée indirectement comme une concrétisation supplémentaire de la nouvelle disposition introduite par la loi dans l'article 195 du Code d'Instruction criminelle.

Le Conseil d'Etat se demande s'il ne convient pas que le Ministre de la Justice arrête ce modèle de courrier par voie d'arrêté ministériel. En réponse à cette question, il est précisé que dans la pratique des lettres uniformes seront certes élaborées mais qu'il a été décidé de ne pas les fixer dans un arrêté ministériel pour des raisons de flexibilité, ce en tenant compte de l'entrée en vigueur par phases de la loi qui fait que l'information à donner à la victime à ce stade évoluera.

Il en va de même pour l'article 6 du présent arrêté.

La deuxième section contient une disposition spécifique concernant les victimes visées à l'article 2, 6°, b) et c), de la loi, à savoir les victimes qui, via la disposition de l'article 3 de la loi, peuvent adresser une demande écrite au juge de l'application des peines parce qu'elles pensent avoir un intérêt direct et légitime à être informées et/ou entendues dans le cadre de l'exécution de la peine.

Le greffe du tribunal de l'application des peines joindra à la communication de la décision du juge de l'application des peines un courrier informatif dont les objectifs sont tout à fait similaires à ce qui figure dans le commentaire de l'article 5.

La troisième section comprend les articles 7 à 9 et décrit les démarches administratives ultérieures à entreprendre par la victime.

Comme déjà indiqué, le présent arrêté établit une distinction entre la déclaration de la victime d'une part et la fiche de la victime d'autre part.

Het dient tevens te worden benadrukt dat dit ook de mogelijkheid omvat voor het slachtoffer om altijd te kunnen beslissen dat het niet meer wenst te worden geïnformeerd of gehoord. Het moet duidelijk zijn dat het slachtoffer op elke moment afstand moet kunnen doen van de rechten welke hem in het kader van de wet zijn toebedeeld.

Het vierde artikel betreft de erkenning van de verenigingen die in het kader van de wet de slachtoffers kunnen bijstaan. Reeds in het kader van het huidige systeem van de voorwaardelijke invrijheidstelling kunnen de slachtoffers door deze verenigingen worden bijgestaan. Naar de toekomst toe wordt hetzelfde systeem behouden. Voor wat betreft de verenigingen die onder de bepalingen van de wet van 5 maart 1998 al erkend waren, blijft de erkenning bestaan voor de toepassing van deze wet. De rol die hen in het kader van deze wet wordt toebedeeld is immers volledig gelijklopend met de rol die ze vandaag in het kader van de voorwaardelijke invrijheidstelling vervullen.

De opmerking van de Raad van State om van § 2 van dit artikel een aparte overgangsbepaling te maken, is niet gevolgd. Aangezien deze paragraaf enkel betrekking heeft op dit artikel, is het om redenen van samenhang beter om de paragraaf te laten staan in dit artikel.

Het derde hoofdstuk omschrijft de wijze waarop de slachtoffers kunnen vragen om te worden geïnformeerd en/of gehoord.

De eerste afdeling, die het artikel 5 omvat, betreft de slachtoffers bedoeld in artikel 2, 6°, a), van de wet, met name de slachtoffers die een burgerlijke vordering hebben ingesteld. De griffie van het vonnisge-recht, dat een beslissing heeft gewezen die in kracht van gewijsde is getreden en die bepaalt dat een burgerlijke vordering ontvankelijk is, zal een schrijven overmaken aan deze burgerlijke partij. Het doel van dit schrijven is het inlichten van het slachtoffer betreffende zijn verdere rechten in het kader van de strafuitvoering en de stappen die het moet ondernemen om deze rechten tot uitvoering te brengen. Hierbij wordt tevens het model van slachtofferverklaring gevoegd opdat zij onmiddellijk de stappen zouden kunnen ondernemen zoals beschreven in de derde afdeling van dit hoofdstuk.

Terzijde wordt erop gewezen dat deze bepaling indirect ook zou kunnen worden beschouwd als een verdere concretisering van de nieuwe bepaling die door de wet wordt ingevoerd in het artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering.

De Raad van State vraagt zich af of het niet nodig is dat de Minister van Justitie het model van dit schrijven vaststelt bij ministerieel besluit. In antwoord daarop wordt gesteld dat in de praktijk weliswaar eenvormige brieven zullen worden uitgewerkt, maar dat is besloten om deze brieven niet bij ministerieel besluit vast te stellen om redenen van flexibiliteit gelet op de gefaseerde inwerkingtreding van de wet, waardoor de in dit stadium aan het slachtoffer te geven informatie zal evolueren.

Hetzelfde geldt voor artikel 6 van dit besluit.

De tweede afdeling omvat een specifieke bepaling betreffende de slachtoffers bedoeld in artikel 2, 6°, b) en c), van de wet, met name de slachtoffers die via de bepaling van artikel 3 van de wet een schriftelijk verzoek kunnen richten aan de strafuitvoeringsrechter omdat zij menen een direct en legitiem belang te hebben om te worden geïnformeerd en/of gehoord in het kader van de strafuitvoering.

De griffie van de strafuitvoeringsrechtbank zal bij het overmaken van de beslissing van de strafuitvoeringsrechter een informatief schrijven voegen dat qua doelstellingen volledig gelijklopend is met wat is beschreven onder artikel 5.

De derde afdeling omvat de artikelen 7 tot en met 9 en beschrijft de verdere administratieve stappen die het slachtoffer moet ondernemen.

Zoals al werd aangehaald maakt het voorliggende besluit een onderscheid tussen de slachtofferverklaring enerzijds en de slachtoffer-fiche anderzijds.

La victime qui souhaite uniquement être informée et/ou entendue dans les cas définis par la loi doit simplement remplir le modèle de la déclaration de la victime et la transmettre soit directement au greffe du tribunal de l'application des peines, soit à la maison de justice. Dans ce dernier cas, l'assistant de justice de première ligne transmettra sans délai la déclaration de la victime au greffe du tribunal de l'application des peines.

Dans le cas où la victime fait part, dans la déclaration de la victime, de son souhait de formuler, par l'intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes, des conditions susceptibles d'être prises dans son intérêt, une fiche de la victime sera rédigée par l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes. Le projet d'arrêté prévoyait que dès le moment où la victime souhaitait formuler des conditions, cela devrait se faire par l'intervention de l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes qui établirait à cet effet une fiche de la victime. La formulation des conditions constitue en effet une donnée importante et doit être faite de façon circonspecte, précise et consciencieuse de manière à ce que les instances de décision puissent se faire une idée bien précise de ce qui est demandé. Les assistants de justice chargés de l'accueil des victimes ont déjà pu acquérir une expérience très importante et très utile dans ce domaine dans le cadre de la procédure actuelle de libération conditionnelle. Ils interviennent par conséquent tout à fait dans l'intérêt de la victime qui, de cette manière, pourra définir ses conditions de la façon la plus appropriée.

Le Conseil d'Etat affirme que l'intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes en vue de formuler les conditions devra être facultative. Le texte de l'arrêté a dès lors été modifié dans ce sens. Pour la formulation des conditions susceptibles d'être prises dans son intérêt, la victime peut toujours demander l'intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes. Lorsque celui-ci intervient, il établira une fiche de la victime dans laquelle ces conditions figureront par écrit. L'intervention deviendra alors facultative et l'arrêté prévoit une offre de service à l'égard de la victime qui peut choisir librement si elle souhaite une telle intervention et une telle assistance. La victime, qui ne souhaite pas l'intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes, peut formuler des conditions par écrit dans le cadre de la déclaration de victime ou oralement à l'audience. Ceci vaut naturellement aussi pour la victime qui souhaite une intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes. Toutefois, pour les raisons déjà mentionnées, il est évident - mais soulignons-le une fois encore - que l'intervention de l'assistant de justice accueil des victimes constitue une vraie plus-value pour les victimes.

Dans le cas où la victime fait part dans sa déclaration de son souhait de formuler des conditions par l'intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes, le greffe du tribunal de l'application des peines transmet sans délai à l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes une copie de la déclaration de la victime, ainsi qu'un dossier dont le contenu sera déterminé par le Ministre (e.a. copie des jugements ou arrêts, extrait du casier judiciaire, ...).

Etant donné qu'au vu de la question posée par le Conseil d'Etat sur ce point l'utilisation du mot "dossier" prête apparemment à confusion, ce point est clarifié. Il s'agit d'un dossier de travail, d'un dossier d'information constitué uniquement pour l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes qui, afin d'informer et d'assister de manière correcte la victime, doit pouvoir disposer de certaines données de base concernant la condamnation et le condamné. Ceci se fait tout à fait par analogie avec la pratique actuelle dans le cadre des travaux de l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes lorsqu'il intervient sur base des dispositions législatives abrogées concernant la libération conditionnelle. Les termes de la disposition du présent arrêté ont donc été modifiés en ce sens.

Voor het slachtoffer dat enkel wenst te worden geïnformeerd en/of gehoord in de gevallen die door de wet worden omschreven, volstaat het om het model van slachtofferverklaring in te vullen en over te maken ofwel rechtstreeks aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank ofwel aan het justitiehuis. In dit laatste geval zal de justitieassistent eerstelijns de slachtofferverklaring onverwijld overmaken aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

Ingeval het slachtoffer in de slachtofferverklaring aangeeft dat het, door tussenkomst van een justitieassistent slachtofferonthaal, voorwaarden wenst te formuleren die in zijn belang zouden kunnen worden opgelegd, zal er een slachtofferfiche worden opgesteld door de justitieassistent slachtofferonthaal. In het ontwerp van koninklijk besluit was bepaald dat zo het slachtoffer voorwaarden wenste te formuleren, dit moest gebeuren door tussenkomst van een justitieassistent slachtofferonthaal die hiertoe een slachtofferfiche zou opstellen. Het formuleren van de voorwaarden is immers een belangrijk gegeven dat omzichtig, precies en consciëntieus moet gebeuren opdat de beslissende instanties zich een welomschreven beeld zouden kunnen vormen van hetgeen wordt gevraagd. De justitieassistenten slachtofferonthaal hebben in het kader van de huidige procedure voorwaardelijke invrijheidstelling reeds zeer belangrijke en nuttige ervaring op dit gebied kunnen opbouwen. Hun tussenkomst is dan ook volledig in het belang van het slachtoffer dat op deze wijze op de meest aangewezen manier zijn voorwaarden zal kunnen omschrijven.

De Raad van State stelt echter dat de tussenkomst van de justitieassistent slachtofferonthaal met het oog op het formuleren van de voorwaarden, een facultatieve tussenkomst moet zijn. De tekst van het besluit is dan ook in die zin gewijzigd. Het slachtoffer kan voor het formuleren van de voorwaarden die in zijn belang zouden kunnen worden opgelegd, steeds een beroep doen op de tussenkomst van de justitieassistent slachtofferonthaal. Indien de justitieassistent slachtofferonthaal tussenkomt, zal hij een slachtofferfiche opstellen waarin deze voorwaarden schriftelijk worden opgenomen. De tussenkomst wordt aldus facultatief en het besluit voorziet in een dienstaanbod aan het slachtoffer dat vrij kan kiezen of het een dergelijke tussenkomst en bijstand wenst. Het slachtoffer dat geen tussenkomst van een justitieassistent slachtofferonthaal wenst, kan schriftelijk in het kader van zijn slachtofferverklaring of mondeling op de zitting voorwaarden formuleren. Dit geldt vanzelfsprekend ook voor het slachtoffer dat wel de tussenkomst wenst van de justitieassistent slachtofferonthaal. Om de reeds genoemde redenen spreekt het voor zich - maar wordt het nogmaals benadrukt - dat de tussenkomst van de justitieassistent slachtofferonthaal een echte meerwaarde betekent voor de slachtoffers.

Ingeval het slachtoffer in zijn verklaring aangeeft dat het voorwaarden wenst te formuleren door tussenkomst van de justitieassistent slachtofferonthaal, maakt de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank onverwijld een kopie van de slachtofferverklaring, evenals een dossier waarvan de inhoud wordt bepaald door de Minister (o.a. afschrift van vonnissen of arresten, uittreksel van het strafregister, ...) over aan de justitieassistent slachtofferonthaal.

Aangezien uit de vraag van de Raad van State blijkt dat het gebruik van het woord dossier' blijkbaar verwarring scheidt, wordt dit punt verduidelijkt. Het betreft een werkdossier en een inlichtingendossier dat wordt samengesteld enkel en alleen ten behoeve van de justitieassistent slachtofferonthaal die, teneinde het slachtoffer op een correcte wijze informatie te verschaffen en bij te staan, moet kunnen beschikken over een aantal basisgegevens betreffende de veroordeling en de veroordeelde. Dit komt volledig overeen met de huidige praktijk in het kader van de werkzaamheden van de justitieassistent slachtofferonthaal indien deze tussenkomt op grond van de opgeheven wettelijke bepalingen inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling. De bewoordingen van de bepaling van dit besluit zijn dan ook in die zin gewijzigd.

Après réception de la déclaration de la victime dans laquelle il est indiqué qu'une intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes est souhaitée, celui-ci contacte sans délai la victime en vue de pouvoir rédiger la fiche de la victime et la transmettre au greffe du tribunal de l'application des peines.

La quatrième et dernière section de ce chapitre définit les modalités selon lesquelles les victimes visées à l'article 108, § 2, de la loi, sont inscrites dans ce nouveau cadre. Les dispositions de la loi abrogée du 5 mars 1998 définissaient en effet également certaines catégories de victimes qui, dans le cadre d'une procédure de libération conditionnelle, pouvaient demander à être informées et/ou entendues. Comme l'article 108, § 2, de la loi le précise, ces victimes peuvent elles aussi prétendre à être informées et/ou entendues dans le cadre de cette loi. Il convient donc d'opérer la transition au mieux pour ces victimes. Dès lors, les informations concernant les victimes qui, dans le cadre de la loi abrogée du 5 mars 1998, avaient déjà été contactées par l'assistant de justice et qui ont exprimé le souhait de vouloir être associées, sont communiquées sans délai au greffe du tribunal de l'application des peines par l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes. Ces victimes recevront, par l'intervention de l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes, les informations nécessaires concernant les nouvelles dispositions en la matière.

A la demande du Conseil d'Etat ce point est clarifié. Les termes "in dit kader" dans la version néerlandaise du texte et le mot "y" dans la version française du texte font référence au cadre de la loi concernant la libération conditionnelle abrogée, qui est mentionné au début de la phrase. La version française du texte a été modifiée pour que les mots "dans ce cadre" s'y trouvent à présent également, comme dans la version néerlandaise du texte.

Enfin, le quatrième et dernier chapitre concerne les dispositions finales. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté. L'arrêté entrera en vigueur le 1^{er} février 2007.

Telle est la teneur de l'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à votre Signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

AVIS 42.061/2. DU 11 JANVIER 2007 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 5 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Afin de pouvoir préparer la transition entre les Commissions de libération conditionnelle et les Tribunaux d'application de la peine, une date a été fixée de manière définitive pour la mise en place de ces Tribunaux. Il s'agit du 1^{er} février 2007.

Plusieurs arrêtés royaux nécessaires à l'application de cette nouvelle législation sont actuellement en cours d'examen au Conseil d'Etat.

Le projet d'arrêté royal qui vous est ici soumis pour avis constitue un des éléments essentiels de la loi du 17 mai 2006 puisqu'il définit la manière dont les victimes pourront exercer les droits qui leur sont octroyés dans le cadre de cette loi.

Il est donc indispensable qu'il puisse être signé et adopté avant l'entrée en vigueur des TAP".

Na de ontvangst van de slachtofferverklaring waarin wordt aangegeven dat men een tussenkomst van de justitieassistent slachtofferonthaal wenst, contacteert deze onverwijld het slachtoffer teneinde de slachtofferfiche op te kunnen stellen en deze over te kunnen maken aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

De vierde en laatste afdeling van dit hoofdstuk omschrijft de wijze waarop de slachtoffers, bedoeld in artikel 108, § 2, van de wet in dit nieuwe kader worden ingeschreven. Onder de bepalingen van de opgeheven wet van 5 maart 1998, waren er immers ook bepaalde categorieën van slachtoffers die in het kader van een procedure voorwaardelijke invrijheidstelling konden verzoeken om te worden geïnformeerd en/of gehoord. Zoals artikel 108, § 2, van de wet bepaalt komen ook deze slachtoffers in aanmerking om verder te worden geïnformeerd en/of gehoord in het kader van deze wet. Het past aldus om voor deze slachtoffers de overgang zo vlot als mogelijk te laten verlopen. De gegevens betreffende de slachtoffers die aldus in het kader van de opgeheven wet van 5 maart 1998 reeds werden gecontacteerd door de justitieassistent slachtofferonthaal en die de wens hebben geuit betrokken te willen worden, worden door de justitieassistent slachtofferonthaal onverwijld meegedeeld aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank. Deze slachtoffers ontvangen via de justitieassistent slachtofferonthaal de nodige informatie over de nieuwe bepalingen ter zake.

Op verzoek van de Raad van State wordt dit punt verduidelijkt. De woorden «in dit kader» in de Nederlandse versie van de tekst en het woord «y» in de Franse versie van de tekst verwijzen naar het kader van de opgeheven wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling, waarvan gewag wordt gemaakt in het begin van de zin. De Franse versie van de tekst is gewijzigd zodat ook daar, net als in de Nederlandse versie van de tekst, de woorden «in dit kader» voorkomen.

Het vierde en laatste hoofdstuk tenslotte betreft de slotbepalingen. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit. Het besluit zal in werking treden op 1 februari 2007.

Dit is de strekking van het koninklijk besluit dat ik u ter onderteekening voorleg.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
De zeer eerbiedige en getrouwe dienaar
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

ADVIES 42.061/2 VAN 11 JANUARI 2007. VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 januari 2007, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 2, 6°, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

« Afin de pouvoir préparer la transition entre les Commissions de libération conditionnelle et les Tribunaux d'application de la peine, une date a été fixée de manière définitive pour la mise en place de ces Tribunaux. Il s'agit du 1^{er} février 2007.

Plusieurs arrêtés royaux nécessaires à l'application de cette nouvelle législation sont actuellement en cours d'examen au Conseil d'Etat.

Le projet d'arrêté royal qui vous est ici soumis pour avis constitue un des éléments essentiels de la loi du 17 mai 2006 puisqu'il définit la manière dont les victimes pourront exercer les droits qui leur sont octroyés dans le cadre de cette loi.

Il est donc indispensable qu'il puisse être signé et adopté avant l'entrée en vigueur des TAP".

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Compétence de l'auteur de l'acte

En ce qui concerne la répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les Communautés, les dispositions relatives à l'intervention de la victime dans des procédures qui relèvent de la compétence fédérale, à savoir les procédures prévues par la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, est bien évidemment également de la compétence de l'autorité fédérale.

Les dispositions relatives à l'aide accordée, dans ce cadre, aux victimes, que ce soit par les assistants de justice ou par les associations agréées, relèvent de l'aide juridique au sens de l'article 23, alinéa 3, 2^o, de la Constitution, matière également fédérale (1).

Fondement juridique

Observations générales

1. L'arrêté en projet ne peut entrer en vigueur avant la disposition légale qui lui sert de fondement.

L'on veillera donc à ce que l'arrêté royal qui fixe la date d'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine soit publié avant le 1^{er} février 2007 et fixe à cette date l'entrée en vigueur de l'article 2, 6^o, de la loi.

2. Par ailleurs, le projet doit faire apparaître clairement le caractère facultatif de l'intervention de l'assistant de justice et de l'établissement de la fiche de la victime, modalités qui ne peuvent trouver à s'appliquer que lorsque la victime décide de s'adresser à une maison de Justice.

En effet, la victime puise dans la loi du 17 mai 2006, précitée, le droit d'être informée des lieu, jour et heure de l'audience (articles 34, § 1^{er}, alinéa 2, 52, § 1^{er}, alinéa 2, 63, § 1^{er}, alinéa 5), d'y être entendue sur les conditions particulières imposées dans son intérêt (articles 35, § 1^{er}, alinéa 2 et 53, alinéa 2, 63, § 3, alinéa 2, 68, § 3, alinéa 2) ou de communiquer ses observations par écrit (article 63, § 2) et de s'y faire représenter ou assister par un conseil et assister par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi (articles 35, § 1^{er}, alinéa 3, 53, alinéa 3, 68, § 3, alinéa 3).

Observations particulières

Préambule

En vertu de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, lorsque l'urgence est invoquée pour un avis sur un projet d'arrêté réglementaire, la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

En conséquence, l'alinéa 5 du préambule doit être complété afin de tenir compte de cette exigence légale.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Au 2^o (lire 3/) du texte français, il convient, conformément à la version néerlandaise, d'écrire "l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes".

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bevoegdheid van de steller van de handeling

Wat betreft de verdeling van de bevoegdheden tussen de Federale Staat en de Gemeenschappen, vallen de bepalingen betreffende het handelen van het slachtoffer in procedures waarvoor de federale overheid bevoegd is, namelijk de procedures bepaald bij de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, vanzelfsprekend ook onder de bevoegdheid van de federale overheid.

De bepalingen betreffende de bijstand die in dit kader aan slachtoffers wordt verleend, ongeacht of deze geboden wordt door justitie-assistenten of door erkende verenigingen, hebben betrekking op de juridische bijstand in de zin van artikel 23, derde lid, 2^o, van de Grondwet, een aangelegenheid die eveneens federaal is (1).

Rechtsgrond

Algemene opmerkingen

1. Het ontworpen besluit kan niet vóór de wetsbepaling die de rechtsgrond ervan vormt in werking treden.

Er dient dus op te worden toegezien dat het koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, wordt bekendgemaakt vóór 1 februari 2007 en voorschrijft dat artikel 2, 6^o, van de wet op die datum in werking treedt.

2. Bovendien moet uit het ontwerp duidelijk blijken dat het optreden van de justitie-assistent en het opmaken van de slachtofferfiche, modaliteiten die alleen toepassing kunnen vinden wanneer het slachtoffer beslist zich tot een justitiehuis te richten, facultatief zijn.

Het slachtoffer put immers uit de voormelde wet van 17 mei 2006 het recht om in kennis te worden gesteld van de dag, het uur en de plaats van de zitting (artikelen 34, § 1, tweede lid, 52, § 1, tweede lid, 63, § 1, vijfde lid), om er te worden gehoord over de bijzondere voorwaarden die in zijn belang moeten worden opgelegd (artikelen 35, § 1, tweede lid en 53, tweede lid, 63, § 3, tweede lid, 68, § 3, tweede lid), en om er zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan door een raadsman en zich te laten bijstaan door de gemachtigde van een overheidsinstelling of een door de Koning hiertoe erkende vereniging (artikelen 35, § 1, derde lid, 53, derde lid, en 68, § 3, derde lid).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Artikel 84, § 1, tweede lid, schrijft voor dat wanneer voor een advies over een ontwerp van reglementair besluit om spoedbehandeling wordt verzocht, de motivering van het spoedeisende karakter die in de adviesaanvraag wordt gegeven, moet worden overgenomen in de aanhef van het besluit.

Bijgevolg moet het vijfde lid van de aanhef worden aangevuld om met dit wettelijk vereiste rekening te houden.

Dispositief

Artikel 1

1. In onderdeel 2^o (lees onderdeel 3/) van de Franse tekst moet, zoals in de Nederlandse versie, worden geschreven "l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes".

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité d'une "déclaration de la victime" pour les victimes visées à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 17 mai 2006, précitée, dès lors que ces personnes doivent de toute façon adresser au juge de l'application des peines une demande écrite si elles souhaitent être informées ou entendues sur l'octroi d'une modalité d'exécution de la peine.

3. Dans la version française, il convient d'utiliser l'indicatif présent.

Article 4

Mieux vaut faire du paragraphe 2 une disposition transitoire.

Article 5

Afin de veiller à l'égalité de toutes les victimes parties civiles, ne convient-il pas que le Ministre de la Justice arrête le modèle du courrier à envoyer à ces victimes? La même observation vaut pour l'article 6.

Article 7

1. Il appartient à l'auteur du projet de justifier, d'une part, pourquoi seules les victimes visées à l'article 7, alinéa 3, c'est-à-dire celles qui souhaitent formuler des conditions, ont accès au dossier, et non pas toutes les autres victimes qui ont fait une déclaration, et, d'autre part, pourquoi l'accès à ce dossier ne peut se faire que par l'intermédiaire de l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes (2). Au sujet de l'intervention de ce dernier, il est renvoyé à l'observation générale 2.

2. En tout état de cause, le dossier ne pourra contenir que les pièces qui permettent utilement à la victime de faire valoir les droits qui lui sont reconnus par la loi du 17 mai 2006, précitée.

Article 10

La version française vise les "victimes qui souhaitent y être associées" mais ne précise pas à quoi ces victimes souhaitent être associées.

La version néerlandaise n'est pas beaucoup plus précise puisqu'elle vise les victimes qui "dans ce cadre souhaitent être associées".

Le projet doit être précis.

Observation finale

Le Conseil d'Etat se demande s'il n'y a pas lieu de prévoir l'abrogation du chapitre IV de l'arrêté royal du 10 février 1999 portant des mesures d'exécution relatives à la libération conditionnelle.

Observations de forme concernant le texte néerlandais du projet.

Article 1^{er}

A l'alinéa 2, il faudrait écrire : "De slachtofferverklaring wordt bij het strafuitvoeringsdossier gevoegd... » . En outre, il serait plus correct de remplacer dans l'ensemble du projet, le mot "Slachtofferonthaal" par le terme "Slachtofferopvang" et le verbe "overmaken" par le verbe "overzenden".

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

J. Jaumotte, Mme M. Baguet, conseillers d'Etat;

MM. :

H. Bosly, G. Keutgen, assesseurs de la section de législation;

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. Lefebvre, auditeur.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk wat het nut is van een "slachtofferverklaring" voor de slachtoffers bedoeld in artikel 3, § 1, van de eerdergenoemde wet van 17 mei 2006, daar deze personen in ieder geval aan de strafuitvoeringsrechter een schriftelijk verzoek moeten richten indien ze wensen te worden geïnformeerd of gehoord bij de toekenning van een strafuitvoeringsmodaliteit.

3. In de Franse versie moet de onvoltooid tegenwoordige tijd worden gebruikt.

Artikel 4

Het is beter van paragraaf 2 een overgangsbepaling te maken.

Artikel 5

De vraag rijst of het omwille van de gelijkheid van alle slachtoffers die burgerlijke partij zijn, niet nodig is dat de Minister van Justitie het model vaststelt van het schrijven dat aan deze slachtoffers moet worden toegezonden. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6.

Artikel 7

1. De steller van het ontwerp behoort enerzijds te rechtvaardigen waarom alleen de slachtoffers bedoeld in artikel 7, derde lid, dit wil zeggen degenen die voorwaarden wensen te formuleren, toegang hebben tot het dossier, en niet alle andere slachtoffers die een verklaring hebben afgelegd, en anderzijds om welke reden het dossier slechts kan worden ingezien door toedoen van de justitieassistent slachtofferonthaal (2). In verband met het optreden van laatstgenoemde wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

2. Het dossier mag hoe dan ook slechts de stukken bevatten waarmee het slachtoffer op een dienstige wijze de rechten kan doen gelden die hem bij de voornoemde wet van 17 mei 2006 zijn toegekend.

Artikel 10

In de Franse versie staat "victimes qui souhaitent y être associées", maar wordt niet aangegeven waarbij deze slachtoffers betrokken wensen te worden.

De Nederlandse versie is niet veel duidelijker, aangezien er sprake is van de slachtoffers die "in dit kader betrokken wensten te worden".

Het ontwerp moet worden verduidelijkt.

Slotopmerking

De Raad van State vraagt zich af of niet moet worden voorzien in de opheffing van hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 10 februari 1999 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Vormopmerkingen over de Nederlandse tekst van het ontwerp

Artikel 1

In het tweede lid schrijve men : "De slachtofferverklaring wordt bij het strafuitvoeringsdossier gevoegd... » Voorts zou het correcter zijn in heel het ontwerp het woord "slachtofferonthaal" te vervangen door de term "slachtofferopvang" en het werkwoord "overmaken" door het werkwoord "overzenden".

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

J. Jaumotte, Mevr. M. Baguet, staatsraden;

De heren :

H. Bosly, G. Keutgen, assessoren van afdeling wetgeving;

Mme B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer A. Lefebvre, auditeur.

...

Le greffier,
B. Vigneron.

Le président;
Y. Kreins.

(1) Voir les avis 33.343/2, donné le 10 juin 2002 sur une proposition devenue la loi du 25 avril 2004 relative à l'agrément de certaines associations sans but lucratif d'accompagnement des victimes d'actes intentionnels de violence, 27.369/VR, donné le 10 février 1998 sur une proposition de loi devenue la loi du 23 novembre 1998 relative à l'aide juridique, et 28.035/2, donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 23 novembre 1998 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 février 1999 portant des mesures d'exécution relatives à la libération conditionnelle.

(2) Voir les articles 8 et 9.

29 JANVIER 2007. — Arrêté royal portant exécution de l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine notamment l'article 2, 6°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2006;

Vu l'avis 42.061/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant qu'afin de préparer la transition entre les commissions de libération conditionnelle et les tribunaux de l'application des peines, une date a été fixée de manière définitive pour la mise en place de ces tribunaux. Il s'agit du 1^{er} février 2007. Plusieurs arrêtés royaux nécessaires à l'application de cette nouvelle législation sont actuellement en cours d'examen au Conseil d'Etat;

Considérant que le projet d'arrêté royal, soumis à l'avis du Conseil d'Etat, constitue un des éléments essentiels de la loi du 17 mai 2006 puisqu'il définit la manière dont les victimes pourront exercer les droits qui leur sont octroyés dans le cadre de cette loi. Il est donc indispensable que le présent arrêté puisse être signé et adopté avant l'entrée en vigueur des tribunaux d'application des peines;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution des peines;

2° l'assistant de justice de première ligne : un agent de la Direction générale des Maisons de Justice du SPF Justice, chargé du travail de première ligne à la maison de justice;

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De griffier,
B. Vigneron.

De voorzitter;
Y. Kreins.

(1) Zie de adviezen 33.343/2, gegeven op 10 juni 2002 over een voorstel dat heeft geleid tot de wet van 25 april 2004 betreffende de erkenning van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk die slachtoffers van opzettelijke gewelddaden begeleiden, 27.369/VR, gegeven op 10 februari 1998 over een voorstel van wet dat aanleiding heeft gegeven tot de wet van 23 november 1998, betreffende de juridische bijstand en 28.035/2, gegeven door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 23 november 1998 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 10 februari 1999 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling.

(2) Zie de artikelen 8 en 9.

29 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, 6°, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, inzonderheid op artikel 2, 6°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 december 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 21 december 2006;

Gelet op het advies 42.061/2 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2007, in toepassing van artikel 84, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat ter voorbereiding van de overgang van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling naar de strafuitvoeringsrechtbanken een definitieve datum voor de oprichting van deze rechtbanken is vastgesteld. Het betreft 1 februari 2007. Verschillende koninklijke besluiten die nodig zijn voor de uitvoering van deze nieuwe wet, zijn thans in onderzoek bij de Raad van State;

Overwegende dat het voor advies aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit één van de essentiële elementen van de wet van 17 mei 2006 is aangezien daarin wordt aangegeven op welke wijze de slachtoffers de aan hen in het kader van deze wet toegekende rechten kunnen uitoefenen. Dit besluit moet dan ook worden ondertekend en aangenomen vóór de inwerkingtreding van de strafuitvoeringsrechtbanken;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

2° justitieassistent eerstelijns : een ambtenaar van het directoraat-generaal Justitiehuisen van de FOD Justitie, belast met de eerstelijns werking in het justitiehuis;

3° l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes : un agent de la Direction générale des Maisons de Justice du SPF Justice, chargé de l'accueil des victimes;

4° la déclaration de la victime : un document dans lequel la victime, ou son représentant, fait part de son souhait d'être informée et/ou entendue dans le cadre de l'exécution de la peine. La déclaration de la victime doit au minimum contenir les données d'identification et les coordonnées de la victime ou de son représentant et l'indication des modalités d'exécution de la peine dans le cadre desquelles la victime souhaite être informée et/ou entendue. La déclaration de la victime est signée par celle-ci.

La déclaration de la victime est jointe au dossier de l'exécution de la peine de manière à ce que tous les acteurs puissent, en temps opportun, tenir compte de ces éléments.

Le Ministre détermine le modèle de la déclaration de la victime;

5° la fiche de la victime : un document contenant les données relatives à la victime qui sont pertinentes pour l'exécution de la peine ainsi qu'une description des conditions susceptibles d'être imposées dans l'intérêt de la victime. La fiche de la victime est établie par l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes et est soumise à la signature de la victime.

La fiche de la victime est jointe au dossier de l'exécution de la peine de manière à ce que tous les acteurs puissent, en temps opportun, tenir compte de ces éléments.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. La victime peut s'adresser à tout moment à un assistant de justice de première ligne pour obtenir des informations générales concernant la loi et se faire assister pour remplir la déclaration de la victime.

La victime peut s'adresser à l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes pour obtenir des informations spécifiques, un soutien et une assistance.

Art. 3. La victime peut à tout moment modifier ou retirer la déclaration de la victime ou la fiche de la victime.

Pour modifier ou retirer la déclaration de la victime, la victime peut s'adresser à l'assistant de justice de première ligne ou au greffe du tribunal de l'application des peines.

Pour modifier ou retirer la fiche de la victime, la victime doit s'adresser à l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes.

Art. 4. § 1^{er}. L'agrément des associations habilitées à assister la victime conformément aux dispositions de la loi est octroyé aux mêmes conditions et selon la même procédure que celles prévues à l'article 53bis de l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels.

L'agrément visé à l'alinéa 1^{er} peut être demandé par une organisation au nom d'associations qui remplissent les conditions fixées, pour autant que cette organisation apporte la preuve qu'elle est habilitée à représenter ces associations.

§ 2. Les associations déjà agréées dans le cadre de l'article 4, § 3, alinéa 3, de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude restent agréées dans le cadre de la loi.

CHAPITRE III. — Modalités selon lesquelles les victimes peuvent demander à être informées et/ou entendues

Section 1^{re}. — Disposition spécifique relative aux victimes visées à l'article 2, 6°, a), de la loi

Art. 5. Le greffe de la juridiction de jugement adresse sans délai un courrier informatif à la partie civile au moment où une décision judiciaire déclarant l'action civile recevable acquiert force de chose jugée.

Ce courrier précise à la victime quels sont ses droits dans le cadre de la loi et quelles sont les formalités administratives à accomplir si elle souhaite être informée et/ou entendue dans le cadre de la loi. Il contient également le modèle de déclaration de la victime.

3° justitieassistent slachtofferonthaal : een ambtenaar van het directoraat-generaal Justitiehuisen van de FOD Justitie, belast met het slachtofferonthaal;

4° slachtofferverklaring : een document waarin het slachtoffer of zijn vertegenwoordiger te kennen geeft dat het in het kader van de strafuitvoering wenst te worden geïnformeerd en/of gehoord. De slachtofferverklaring omvat minimaal de identificatiegegevens en contactgegevens van het slachtoffer of zijn vertegenwoordiger en de aanduiding van de strafuitvoeringsmodaliteiten in het kader van dewelke het slachtoffer wenst te worden geïnformeerd en/of gehoord. De slachtofferverklaring wordt door het slachtoffer ondertekend.

De slachtofferverklaring wordt aan het strafuitvoeringsdossier gevoegd opdat alle actoren ten gepaste tijde met deze gegevens rekening kunnen houden.

De Minister bepaalt het model van de slachtofferverklaring;

5° slachtofferfiche : een document dat de voor de strafuitvoering relevante gegevens bevat inzake het slachtoffer evenals een omschrijving van de voorwaarden die in het belang van het slachtoffer zouden kunnen worden opgelegd. De slachtofferfiche wordt opgesteld door de justitieassistent slachtofferonthaal en ter ondertekening voorgelegd aan het slachtoffer.

De slachtofferfiche wordt bij het strafuitvoeringsdossier gevoegd opdat alle actoren ten gepaste tijde met deze gegevens rekening kunnen houden.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Art. 2. Het slachtoffer kan zich op elk moment tot een justitieassistent eerstelijns wenden om algemene informatie inzake de wet te verkrijgen en voor bijstand bij het invullen van de slachtofferverklaring.

Het slachtoffer kan zich tot de justitieassistent slachtofferonthaal wenden voor specifieke informatie, voor ondersteuning en voor bijstand.

Art. 3. Het slachtoffer kan op elk moment de slachtofferverklaring of de slachtofferfiche aanpassen of intrekken.

Voor wijzigingen aan of intrekking van de slachtofferverklaring kan het slachtoffer zich wenden tot het justitieassistent eerstelijns of de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

Voor wijzigingen aan of intrekking van de slachtofferfiche moet het slachtoffer zich wenden tot de justitieassistent slachtofferonthaal.

Art. 4. § 1. De erkenning van verenigingen die het slachtoffer kunnen bijstaan overeenkomstig de bepalingen van de wet, wordt verleend onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde procedure als voorzien in artikel 53bis van het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan occasionele redders.

De erkenning bedoeld in het eerste lid kan door een overkoepelend organisme worden aangevraagd in naam van verenigingen die aan de gestelde voorwaarden voldoen en dit voorzover het organisme aantoonst dat het gemachtigd is om deze verenigingen te vertegenwoordigen.

§ 2. De verenigingen die reeds erkend zijn in het kader van artikel 4, § 3, derde lid van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, blijven erkend in het kader van de wet.

HOOFDSTUK III. — Wijze waarop de slachtoffers kunnen vragen om te worden geïnformeerd en/of gehoord

Afdeling 1. — Specifieke bepaling ten aanzien van de slachtoffers bedoeld in artikel 2, 6°, a), van de wet

Art. 5. De griffie van het vonnisgerecht zendt onverwijld een informatief schrijven naar de burgerlijke partij bij het in kracht van gewijsde treden van een gerechtelijke beslissing die de burgerlijke vordering ontvankelijk verklaart.

Dit schrijven legt het slachtoffer uit welke rechten het heeft in het kader van de wet en welke administratieve formaliteiten het moet vervullen indien het wenst te worden geïnformeerd en/of gehoord in het kader van de wet. Het omvat eveneens het model van de slachtofferverklaring.

Section 2. — Disposition spécifique relative aux victimes visées à l'article 2, 6°, b) et c), de la loi

Art. 6. Le greffe du tribunal de l'application des peines joint un courrier informatif à la communication de la décision du juge de l'application des peines relative à l'intérêt direct et légitime.

Ce courrier précise à la victime quels sont ses droits dans le cadre de la loi et quelles sont les formalités à accomplir si elle souhaite être informée et/ou entendue dans le cadre de la loi. Il contient également le modèle de déclaration de la victime.

Section 3. — Déroulement de la procédure

Art. 7. La victime peut communiquer la déclaration de la victime à l'assistant de justice de première ligne ou au greffe du tribunal de l'application des peines.

Si la victime communique la déclaration de la victime à l'assistant de justice de première ligne, celui-ci la transmet sans délai au greffe du tribunal de l'application des peines.

Si la victime fait part de son souhait de formuler des conditions par intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes, le greffe du tribunal de l'application des peines transmet sans délai une copie de la déclaration de la victime, ainsi qu'un dossier d'information pour l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes, dont le contenu sera déterminé par le ministre, à l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes.

Art. 8. La victime qui, dans la déclaration de la victime, fait part de son souhait de formuler par intervention d'un assistant de justice chargé de l'accueil des victimes des conditions susceptibles d'être prises dans son intérêt sera sans délai contactée par l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes avec l'offre de rédiger la fiche de la victime.

Art. 9. L'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes transmet sans délai la fiche de la victime, complétée et signée, au greffe du tribunal de l'application des peines.

Section 4. — Disposition spécifique relative aux victimes visées par l'article 108, § 2, de la loi

Art. 10. Les informations concernant les victimes qui ont déjà été contactées par l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes dans le cadre des dispositions de la loi abrogée du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude et qui souhaitaient être associées dans ce cadre, sont transmises sans délai au greffe du tribunal de l'application des peines.

Ces victimes en seront informées par l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2007.

Art. 12. Notre Ministre de la Justice est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Afdeling 2. — Specifieke bepaling ten aanzien van de slachtoffers bedoeld in artikel 2, 6°, b) en c), van de wet

Art. 6. De griffie van de strafuitvoeringsrechtbank voegt bij het overmaken van de beslissing van de strafuitvoeringsrechter betreffende het direct en legitiem belang een informatief schrijven.

Dit schrijven legt het slachtoffer uit welke rechten het heeft in het kader van de wet en welke administratieve formaliteiten het moet vervullen indien het wenst te worden geïnformeerd en/of gehoord in het kader van de wet. Het omvat eveneens het model van de slachtofferverklaring.

Afdeling 3. — Verloop van de procedure

Art. 7. Het slachtoffer kan de slachtofferverklaring overmaken aan de justitieassistent eerstelijns of aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

Indien het slachtoffer de slachtofferverklaring overmaakt aan de justitieassistent eerstelijns maakt deze de slachtofferverklaring onverwijld over aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

Indien het slachtoffer aangeeft dat het voorwaarden wenst te formuleren door tussenkomst van een justitieassistent slachtofferonthaal, maakt de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank onverwijld een kopie van de slachtofferverklaring, evenals een inlichtingendossier ten behoeve van de justitieassistent slachtofferonthaal, waarvan de inhoud wordt bepaald door de minister, over aan de justitieassistent slachtofferonthaal.

Art. 8. Het slachtoffer dat in de slachtofferverklaring aangeeft dat het door tussenkomst van een justitieassistent slachtofferonthaal voorwaarden wenst te formuleren die in zijn belang zouden kunnen worden opgelegd, zal onverwijld door de justitieassistent slachtofferonthaal worden gecontacteerd met het aanbod tot het opstellen van de slachtofferviche.

Art. 9. De justitieassistent slachtofferonthaal maakt onverwijld de ingevulde en ondertekende slachtofferviche over aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

Afdeling 4. — Specifieke bepaling ten aanzien van de slachtoffers bedoeld in artikel 108, § 2, van de wet

Art. 10. De gegevens van de slachtoffers die in het kader van de bepalingen van de opgeheven wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers reeds gecontacteerd werden door de justitieassistent slachtofferonthaal en die in dit kader betrokken wensden te worden, worden door de justitieassistent slachtofferonthaal onverwijld overgemaakt aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

Deze slachtoffers zullen hierover door de justitieassistent slachtofferonthaal worden geïnformeerd.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2007.

Art. 12. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX